

Complots US contre l'Amérique latine (V) : Contrás et Irangate (1986)

par **Antoine Marcival**

Le rapt du président du Venezuela Nicolas Maduro par l'empire US a définitivement confirmé, pour ceux qui en doutaient encore, que Donald Trump n'est qu'un milliardaire sociopathe tout ce qu'il y a de plus banal, c'est-à-dire barbare, manipulateur et belliciste. Les militants du mouvement MAGA (Make America Great Again) auront été les dindons de la farce d'un homme ayant accompli l'exploit de s'avérer plus inféodé encore aux intérêts de la colonie de juifs fanatiques occupant la Palestine que son prédécesseur Joe Biden, pourtant une épouvantable carpette sioniste. Quant à l'Amérique latine cependant, les trumpistes ou ex-trumpistes peuvent se rassurer : dans le portrait de famille des présidents américains, Donald Trump ne dépare assurément pas, au milieu d'une ribambelle de crapules sans foi ni loi, cumulant les coups d'État, les invasions militaires et les attentats sous fausse bannière destinés à placer sous la coupe réglée de leur empire de la honte et du sang le continent latino-américain.

*

Cet article reprend l'entrée no 39 de l'essai [Index obscurus : deux siècles et demi de complots 1788-2022](#), publié aux [éditions JC Godefroy](#) en janvier 2024. Ce livre s'attache à démontrer combien l'utilisation péjorative du terme «complotiste» n'a pas de sens : les complots, très souvent par le biais d'attentats sous fausse bannière, pullulent dans l'histoire humaine, et particulièrement dans l'histoire occidentale moderne.

Quadrillée par l'opération Condor – une flopée de militaires néofascistes placés par la CIA à la tête de l'immense majorité des pays du continent et s'appuyant sur un système policier de répression digne de la Gestapo -, l'Amérique latine vit, dans les années 1970, sous la fêrule des intérêts des compagnies US prédatrices et des grands propriétaires terriens, les «latifundistes», dont les milices recrutées dans les milieux d'extrême droite sèment la peur et la mort parmi les populations de paysans pauvres. Le sous-continent, désigné depuis la doctrine énoncée par le président étasunien Monroe comme «l'arrière-cour» des États-Unis, tient de l'enfer sur terre, où des soudards aux ordres des plus riches brutalisent, violent, torturent, assassinent ceux qui, parmi les plus pauvres, tentent désespérément d'éviter que leurs familles ne soient condamnées à la misère.

Au milieu des années 1970, le Nicaragua – pays au centre de l'isthme de Panama, situé entre le Honduras et le Costa Rica – est depuis près de quarante ans dominé par une seule famille aux propriétés foncières immenses, les Somoza. Le geste fondateur de cette prise de pouvoir et de cette remarquable longévité fut l'assassinat en 1934 du héros national Augusto Sandino, leader des guérilleros qui luttèrent à partir de 1926 contre l'emprise des compagnies nord-américaines sur les richesses du Nicaragua. Les premières victoires de la guérilla, essentiellement composée d'indigènes, de paysans pauvres et d'ouvriers, obligèrent les États-Unis à envoyer sur place, dès

1927, plusieurs vaisseaux de guerre et soixante-dix avions. La troupe de Sandino, mal armée et bombardée par les avions US, fut contrainte de se retirer dans un lieu difficile d'accès, le Cerro el Chipote. Un traité de paix sera signé en 1933, ce qui n'empêchera pas Washington de réclamer l'élimination de Sandino. Mission que s'empressera d'accomplir le chef de la Garde nationale nicaraguayenne, Anastasio Somoza Garcia. Deux ans après, Somoza s'empare du pouvoir, imposant dès lors une véritable dictature au Nicaragua. C'est à son sujet que le président Roosevelt aurait déclaré : *«C'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute»*. Il est assassiné de plusieurs balles en 1956 au cours d'un bal où le poète Rigoberto López Pérez – aujourd'hui héros national au Nicaragua, au même titre que Sandino – est parvenu à s'infiltrer.

Malheureusement, la famille Somoza ne manque pas de descendants pour poursuivre sa politique d'arrestations arbitraires, de tortures, de meurtres, de corruption et de trahison envers les intérêts nationaux, au profit de l'ogre étasunien. Vont se succéder les deux fils du dictateur, Luis Somoza puis Anastasio Somoza. Sous le règne du premier, le port de Puerto Cabezas servira de base de lancement à la désastreuse opération de la baie des Cochons organisée par la CIA et visant à faire tomber la guérilla révolutionnaire victorieuse de Fidel Castro à Cuba. Quant au second, il se rendra surtout «célèbre» pour avoir détourné l'argent de l'aide internationale offerte après le terrible tremblement de terre du mois de décembre 1972.

Mais les Somoza vont devoir eux-mêmes affronter une guérilla, incarnée par le Front sandiniste de libération nationale, fondé en 1961 et s'inspirant de la lutte révolutionnaire de Sandino contre l'oligarchie, les riches propriétaires terriens et l'emprise des États-Unis. Les coups d'éclat de la guérilla la rendent particulièrement populaire dans les années 1970. Malgré les massacres commis par les troupes de Somoza dans les campagnes, les bombardements sur les villes et le soutien militaire US, les effectifs des sandinistes croissent jusqu'à obtenir la fin de la dictature le 19 juillet 1979 et la fuite du tyran Somoza chez ses parrains nord-américains. Celui-ci n'oubliera cependant pas de piller les coffres de l'État avant son misérable départ.

Outre les manifestations et les grèves générales, l'un des tournants du combat entre les troupes de la dictature et la guérilla fut l'assassinat, devant son cameraman, du journaliste d'*ABC News* Bill Stewart : il est exécuté d'une balle dans la tête alors qu'il se présentait à un barrage gardé par des soldats somozistes. Si l'armée nicaraguayenne tenta d'abord de faire croire que le journaliste étasunien avait été tué par un tireur sandiniste, les images de l'exécution sortirent finalement et firent le tour des chaînes, indignant l'opinion publique aux États-Unis et dans le monde et contraignant le président Jimmy Carter à retirer son soutien au dictateur Somoza. Après leur victoire, les sandinistes firent construire un monument en l'honneur du journaliste, inscrivant sur une plaque : *«À la mémoire de Bill Stewart. Il n'est pas mort dans un pays étranger, et nous chérirons sa mémoire, car il fait partie du Nicaragua libre»*.

À la suite de la victoire de la révolution sandiniste, les grands propriétaires terriens sont expropriés, les mines et une partie de l'industrie sont nationalisées, une réforme agraire destinée à fournir des terres aux paysans pauvres et une campagne d'alphabétisation sont lancées, les partis et journaux d'opposition sont légalisés, des garanties syndicales et des droits sociaux sont introduits dans la nouvelle constitution, la peine de mort est abolie, l'accès aux soins médicaux devient gratuit. La frange la plus bourgeoise des sandinistes – autour notamment de Violeta Chamorro, directrice du journal *La Prensa* – se désolidarise néanmoins rapidement de cette politique économique mettant au centre des préoccupations le bien-être des plus pauvres. Le dirigeant sandiniste Daniel Ortega est élu en 1984 avec 67% des voix, résultats reconnus par les observateurs internationaux, mais dénoncés par Washington et l'opposition servile aux intérêts US. Vilaine habitude que l'on retrouvera à chaque scrutin gagné par les sandinistes, mais qui disparaît évidemment lorsque Violeta Chamorro est élue en 1990 contre Daniel Ortega. Pour Washington, il n'est évidemment pas possible de laisser subsister en Amérique latine un pouvoir si proche des plus pauvres et se désintéressant totalement de plaire à son très envahissant voisin.

Pour cela, les États-Unis choisissent de jouer la carte des Contras, organisation contre-révolutionnaire fondée dès 1979 et composée de soudards ex-somozistes et de paramilitaires

d'extrême droite désœuvrés après la victoire de la révolution sandiniste, autrefois à la solde des grands propriétaires terriens afin de terroriser, torturer et assassiner les paysans pauvres. Féroce anticommunistes, les Contras reçoivent immédiatement le soutien du dictateur d'extrême droite argentin Videla, responsable de dizaines de milliers d'assassinats d'opposants dans son pays. Ils trouvent également à se financer grâce au trafic de drogue et (l'un n'allant pas sans l'autre en Amérique latine) à la CIA. Comme le montrera le journaliste et prix Pulitzer Gary Webb en 1996, il s'agissait non seulement pour la CIA d'obtenir grâce à la drogue des financements en faveur des Contras, mais également d'inonder de crack les quartiers afro-américains de Los Angeles : d'une pierre deux coups pour cette agence du crime, du mensonge et du chaos orchestré, celle-ci organisant par la suite une campagne de dénigrement contre Gary Webb et renouvelant l'usage du thème – amené à toujours plus servir dans les années à suivre – de «la théorie du complot». Persécuté et calomnié, notamment par les journaux américains les plus en vue comme le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times*, le journaliste se suicidera en 2004, selon la version des autorités, à peine troublées par un «suicide» ayant nécessité *deux balles* dans la tête. Décidément, rien n'est de trop pour les agents de la CIA quand il s'agit de plonger toujours plus bas dans l'abjection.

Quant à leurs alliés remarquables d'humanité et de bienveillance, les Contras, ils s'attaquent aux coopératives, aux écoles et aux centres de santé nouvellement créés, brûlent les récoltes, incendient les usines. Outre l'objectif d'imposer un pouvoir tyrannique à la solde des plus riches et vendus aux intérêts étasuniens, il s'agit également de faire échouer la révolution sandiniste susceptible, comme la révolution cubaine, de servir d'exemples aux autres pays du monde. Les Contras font preuve d'une violence proche de la démence, torturant systématiquement leurs prisonniers avant de les exécuter. Ils kidnappent régulièrement des travailleurs envoyés dans le cadre des campagnes d'alphabétisation ou de santé. Le viol fait évidemment partie de leurs pratiques courantes. Même aux États-Unis, ils vont défrayer la chronique lors de l'assassinat le 28 avril 1987 de l'ingénieur nord-américain Ben Linder, venu pour apporter ses compétences au Nicaragua révolutionnaire. Blessé d'abord par une grenade lors d'une embuscade des Contras, il est abattu d'une balle dans la tête. Lors de sa première année passée au Nicaragua, il écrit à sa mère : «*C'est un sentiment merveilleux de travailler dans un pays où la première préoccupation du gouvernement est pour son peuple, pour l'ensemble de son peuple*». Les Contras, sicaires néofascistes à la solde des grands propriétaires, n'ont quant à eux pour seul souci que de tuer, de violer, de torturer et de saboter. Le représentant de Floride, Connie Mack III, fera cette réponse d'une rare élégance à la mère de l'ingénieur venue témoigner au sujet de l'engagement de son fils tout juste assassiné : «*Je ne veux pas être dur avec vous, mais je sens vraiment que vous souhaitiez que cela arrive*». On ignore parfois jusqu'où la bêtise de certains peut aller si on ne l'a pas devant soi.

C'est le président dit «progressiste» Jimmy Carter lui-même qui met en place les premiers financements destinés aux Contras. Le président plus «conservateur» Reagan s'empressera de les décupler : des amis du genre humain comme les Contras méritent assurément d'être dorlotés. La narcodictature du général bolivien Tejada est également de la partie. La formation des Contras à la contre-guérilla est organisée par la CIA, avec les succès remarquables que l'on suppose. Le 6 octobre 1986 cependant, un avion-cargo piloté par un ancien agent de la CIA et contenant des dizaines de tonnes de matériel militaire à destination des Contras s'écrase au milieu de la jungle nicaraguayenne. Cet événement va être à l'origine de l'affaire de l'Irangate qui éclate au cours du mois de novembre 1986. Alors que les États-Unis ont décrété un embargo sur les armes après la révolution iranienne détournée par les forces religieuses islamiques en 1979, alors qu'ils s'empressent de faire pression sur les pays soupçonnés de vendre malgré tout des armes à l'Iran, il apparaît en 1986 que ce sont les États-Unis eux-mêmes qui contournent leur propre embargo : une manière bien particulière, mais assurément efficace de s'attribuer le monopole d'un marché ! Par ailleurs, le *Boland Amendment* – une succession d'amendements démocrates pris par le Sénat entre 1982 et 1986 afin d'empêcher le président Reagan de soutenir les féroces Contras au Nicaragua – contraint fortement la politique reaganienne visant le retour au Nicaragua d'une dictature d'extrême droite favorable aux intérêts étasuniens. L'un des amendements pris dans ce cadre, en vigueur entre octobre 1984 et décembre 1985, précise en particulier : «*Pendant l'année fiscale 1985, aucun fond remis à la Central Intelligence Agency,*

au département de la Défense ou à toute autre agence ou entité des États-Unis impliquée dans les activités de renseignement ne peut être engagé ou étendu dans le but ou avoir pour effet de soutenir directement ou indirectement des opérations militaires ou paramilitaires au Nicaragua par n'importe quelle nation, organisation, groupe, mouvement ou individu».

Il va falloir dès lors faire preuve d'un peu d'inventivité pour soutenir malgré tout ce poste avancé du «monde libre» que forment sans le premier doute les Contrás au Nicaragua. C'est le National Security Council (NSC) qui va s'en charger, à travers l'opération The Enterprise : l'argent des ventes d'armes à l'Iran (en principe soumises elles aussi à un embargo par les États-Unis, rappelons-le) doit permettre de financer un réseau de contrebande d'armes à destination des forces contre-révolutionnaires nicaraguayennes. Les Contrás peuvent également compter sur la générosité d'Israël – décidément pas en reste quand il s'agit de soutenir un gouvernement ou un mouvement d'extrême droite n'importe où dans le monde -, qui leur fournira un grand nombre d'armes en se servant des bons rapports que l'entité sioniste entretient avec le dictateur d'extrême droite guatémaltèque Efraín Ríos Montt. Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es : Efraín Ríos Montt sera condamné en 2013 à 50 ans de prison pour «génocide» (en l'espèce, près de 500 villages détruits et 10 000 Indiens assassinés, au moyen notamment des «vols de la mort») et 30 ans pour «crimes contre l'humanité».

En 1990, écrasés sous un déferlement de propagande, les sandinistes – ces «ennemis de la liberté et de la dictature» comme ne vont jamais cesser de les désigner les journalistes occidentaux et nombre de groupuscules trotskystes européens aux singulières positions internationales – sont vaincus aux élections présidentielles par leur ancienne alliée Violeta Chamorro. Les Nicaraguayens vont pouvoir souffler un peu, disparaître des radars médiatiques et connaître les charmes de la démocratie et les privilèges de la prospérité dont ils ont été privés depuis tant d'années. La présidente Chamorro pratique aussitôt des purges anti-sandinistes au sein des administrations publiques, met en place une politique économique ultralibérale, licencie de nombreux employés du secteur public, réduit le budget alloué à l'éducation, supprime l'accès gratuit aux soins, privatise les mines et les terrains forestiers qui avaient été nationalisés, commet de multiples malversations et puise dans les fonds publics pour acheter en faveur de ses proches des propriétés et des sociétés. Les résultats de cette formidable politique encensée à Washington ne se feront pas attendre : entre 1990, moment où les sandinistes perdent les élections, et 2001, le Nicaragua recule du 60ème rang au 116ème sur l'échelle du développement humain. Succédera à Chamorro l'encore plus déplorable – un exploit en soi – Enrique Bolaños, outrageusement favorisé par une campagne de propagande de tous les instants conduite par les États-Unis dont l'un des représentants osera faire cette déclaration : *«L'histoire du sandinisme, faite de violation des principes démocratiques et des droits humains, d'expropriation de propriétés sans indemnisation et de liens avec les parrains du terrorisme nous préoccupe beaucoup»*. Pour un pays qui a soutenu, entraîné, financé, armé les Contrás, responsables de dizaines de milliers de morts, de tortures barbares, d'actes de terrorisme continuels grâce aux bombes fournies par leurs parrains de la CIA, voilà une déclaration qui peut être facilement classée parmi les plus orwelliennes du genre. Le mensonge et la bêtise professés à tour de bras n'étouffent pas leurs auteurs, hélas. Les sandinistes retrouveront toutefois le pouvoir en 2006, remettant les intérêts de la population au cœur de l'action gouvernementale. De fait, les Nicaraguayens auront eu le temps d'apprécier à leur juste valeur les candidats promus à grands flots d'argent et de campagnes manipulatrices par le «monde libre». Ils ne s'y tromperont plus : Daniel Ortega, candidat sandiniste, est réélu en 2011, en 2016 et en 2021. Dénoncé à chaque fois par les pays occidentaux, leurs pseudo-partis de «gauche» et leurs journaux aux ordres d'une poignée de milliardaires. Mais pour ce que ça vaut...
